



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

États-Unis

L'inflation a ralenti plus qu'attendu en août

L'inflation a ralenti en août aux États-Unis, s'élevant à +2,5% sur un an. Soit un niveau même légèrement inférieur aux prévisions des analystes. Une évolution ... • (Page 08)

Aéronautique

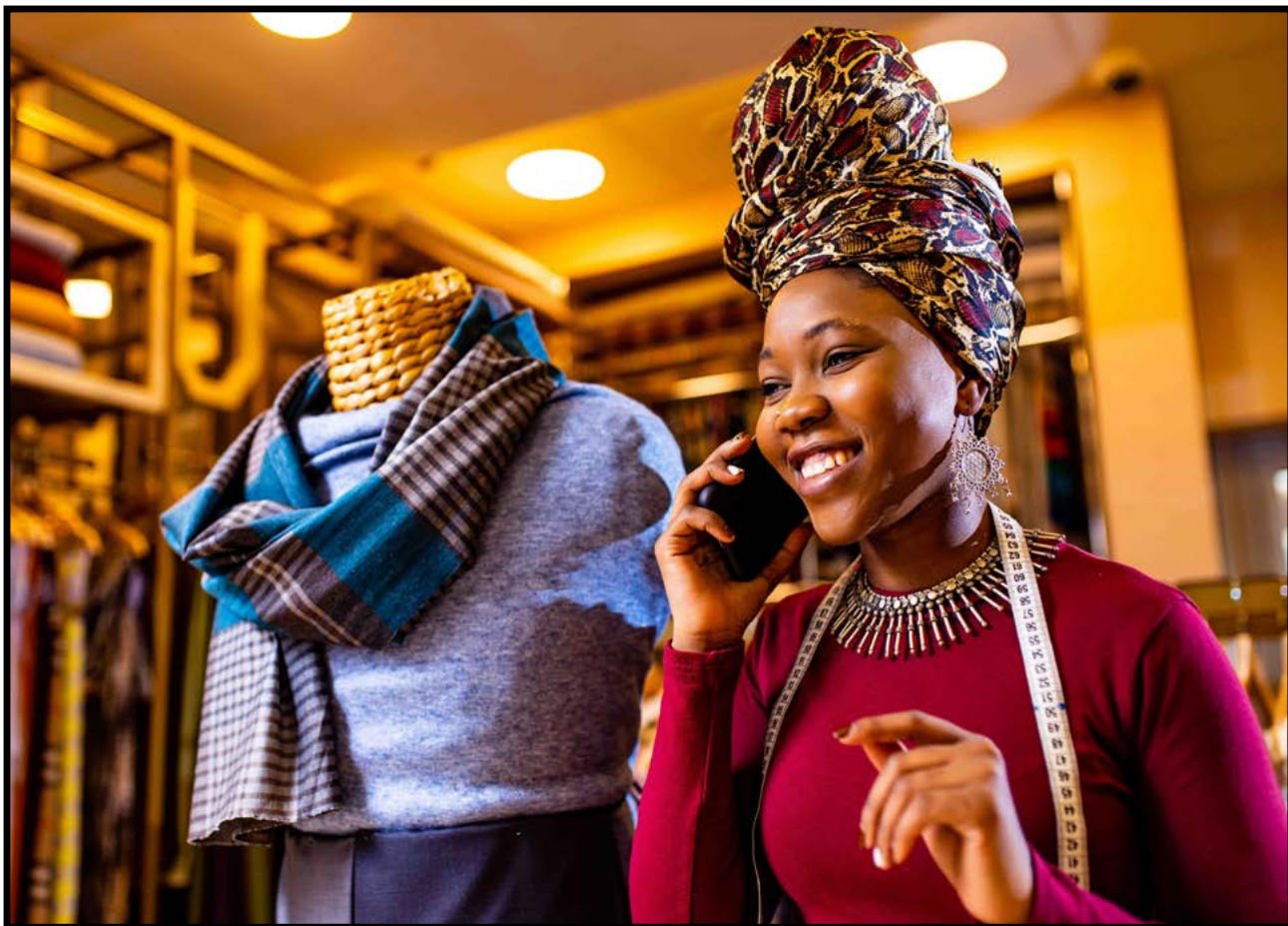
Boeing sort le chèque et augmente de 25% les salaires

Le constructeur aéronautique américain a annoncé dimanche avoir conclu un accord de principe avec un ... • (Page 08)

Afrique de l'Ouest

L'USAID annonce un financement pour le secteur privé

• (Page 03)



Autonomisation des femmes

36 nouvelles coopératives validées dans les Savanes

Dans le cadre du projet de renforcement des capacités des femmes pour une meilleure participation à la consolidation ... • (Page 02)

Togo-Chine

Protocole d'accord entre les secteurs privés

Portée au plus haut niveau institutionnel avec la mise en place annoncée d'un partenariat stratégique global, la coopération entre le ... • (Pages 04)

60 ans de la BAD

Les acteurs du secteur privé saluent l'appui de l'institution

La Banque africaine de développement doit élargir ses appuis aux femmes entrepreneures et aux jeunes innovateurs et créateurs d'entreprises ... • (Page 06)

Transport aérien

• (Page 04)

Remise du certificat d'aérodrome à la société aéroportuaire de Lomé



Yoto / RSE

WACEM indemnise les propriétaires terriens de son site d'exploitation

La société minière West African Cement (WACEM) a organisé une opération d'indemnisation des propriétaires terriens de son site d'exploitation de ... • (Page 11)

A L'ARRIÈRE DE LA BOX

SMS CANALBOX-TG

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Autonomisation des femmes

36 nouvelles coopératives validées dans les Savanes

Dans le cadre du projet de renforcement des capacités des femmes pour une meilleure participation à la consolidation de la paix, les critères de sélection de 36 nouvelles coopératives et groupements féminins ont été validés lors d'un atelier à Dapaong, apprend-on auprès de l'Agence Togo Presse (ATOP). Le projet soutient l'autonomisation économique, la cohésion sociale et le leadership féminin dans la région des Savanes.

• Vivien Atakpabem

Le vendredi 6 septembre à Dapaong, un atelier a réuni divers acteurs pour la validation des critères de sélection de 36 nouvelles coopératives et groupements de femmes dans la région des Savanes. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet intitulé « Renforcement des capacités des femmes en matière d'autonomisation économique, de cohésion sociale, de genre et en leadership en vue d'accroître leur participation à la consolidation de la paix ». Cette initiative, soutenue par le Réseau des femmes et développement des Savanes (REFED/S), bénéficie du financement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et s'intègre dans le cadre de la phase 2 du « Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières Togo – Bénin – Burkina Faso (PEV-BBT) ». Le programme est financé par le Fonds des Nations Unies pour la paix (PBF) et mis en œuvre en partenariat avec le PNUD. Les participants à cet atelier comprenaient des représentants des mairies, des services déconcentrés de l'État, des organisations de la société civile, des coopératives féminines, ainsi que des membres du Comité local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CL-PLÉV). Cet atelier marque



une étape importante dans la lutte pour l'autonomisation économique des femmes, en particulier dans les zones vulnérables comme la région des Savanes. La validation des critères de sélection a permis de s'assurer que les coopératives retenues répondent aux exigences du projet, notamment une majorité de femmes dans leurs rangs (au moins 60%), la présence d'une structure formelle et bien organisée, et la capacité de gérer des activités génératrices de revenus (AGR). Parmi les critères spécifiques adoptés, il est exigé que les groupements soient déjà actifs depuis au moins deux ans, et qu'ils ne bénéficient pas d'un soutien similaire d'autres partenaires. Ce processus inclusif vise à garantir que les coopératives les plus vulnérables et prometteuses soient sélectionnées pour bénéficier de ce projet qui renforce leurs capacités à la fois économiques et sociales. La région des Savanes, située dans le nord du Togo, est confrontée à des défis économiques et sociaux majeurs, notamment l'extrémisme violent et la précarité économique qui touchent de

nombreuses femmes. Les programmes tels que le PEV-BBT sont essentiels pour combattre ces fléaux en renforçant la résilience des populations locales. Depuis la phase 1 du projet, 12 coopératives ont déjà bénéficié de ce soutien. La phase 2 vise à porter ce nombre à 48, en ajoutant les 36 nouvelles coopératives sélectionnées lors de cet atelier. Le projet met particulièrement l'accent sur la formation des femmes en leadership, genre, gestion des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), ainsi que sur la sensibilisation aux dangers de l'extrémisme violent. Selon Jalombi Sayabè, 1ère adjointe au maire de Tône 1, les défis auxquels sont confrontées les femmes, notamment la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes, nécessitent une réponse collective. Cette initiative, soutenue par des organisations telles que le REFED/S et l'OIM, contribue à cette réponse en donnant aux femmes les outils nécessaires pour assurer leur autonomie économique et renforcer la paix sociale.

AUX DECIDEURS ...

Relations Chine-Afrique : de nouvelles priorités

En 2000, lorsque la Chine et l'Afrique ont tenu leur premier forum de coopération (FOCAC), le marché des matières premières était en plein boom. La Chine était le plus gros acheteur mondial de minéraux dont elle avait besoin pour alimenter son économie. Son approche vis-à-vis de l'Afrique consistait principalement à extraire ce qu'elle voulait.

Le forum 2024 s'est déroulé dans un contexte différent, comme en témoigne son thème « Unir nos forces pour faire progresser la modernisation et bâtir une communauté Chine-Afrique de haut niveau avec un avenir commun ». La Chine a diversifié son engagement en Afrique, en se concentrant sur des secteurs tels que la technologie, la santé et l'énergie verte. Cela reflète un passage des projets d'infrastructure traditionnels à une coopération plus durable et mutuellement bénéfique.

Lauren Johnston, économiste spécialisée dans les relations sino-africaines, révèle qu'au cours de la dernière décennie, les investissements de la Chine en Afrique se sont étendus au-delà du pétrole et des matières premières extractives pour se tourner vers la production industrielle, la création d'emplois et les investissements qui conduisent aux exportations.

Dans les années 1990 et 2000, la Chine a financé des infrastructures dans les pays africains en échange d'un accès aux ressources. La Chine est également le plus grand prêteur bilatéral de l'Afrique. En 2020, elle détenait plus de 73 milliards de dollars de la dette publique de l'Afrique et près de 9 milliards de dollars de sa dette privée.

Ces dernières années, le changement climatique et l'évolution des habitudes alimentaires ont exercé une pression sur l'approvisionnement alimentaire intérieur de la Chine. La Chine s'éloigne également du statut d'exportateur de produits manufacturés à forte intensité énergétique et d'industrie lourde pour se concentrer davantage sur les secteurs de croissance, tels que l'agriculture et l'industrie manufacturière à plus forte valeur ajoutée.

Une autre évolution est la présence croissante des sociétés de sécurité privées chinoises en Afrique. Alors que Pékin accroît ses investissements sur le continent, les sociétés de sécurité privées chinoises ont trouvé un créneau rentable : les services de sécurité qui protègent les dirigeants et les chantiers de construction chinois et qui sécurisent les navires chinois en mer contre la piraterie.

L'expert en sécurité Alessandro Arduino révèle comment, alors que la Chine devient de plus en plus dépendante des ressources africaines, les explosions de violence et l'expansion du terrorisme du Sahel à la Somalie mettent les travailleurs et les investissements chinois dans la ligne de mire.

Il prévient que les décideurs politiques africains doivent examiner la manière dont les sociétés de sécurité privées chinoises interagissent avec les forces de sécurité des gouvernements locaux. Il existe également une opportunité : une bonne intégration des services de sécurité privés étrangers pourrait bénéficier aux gouvernements des pays d'accueil, en particulier à l'heure où les menaces sécuritaires augmentent.

M.T

Image du jour



AVIS DE RECRUTEMENT

CONSULTANT(E) NATIONALE POST EVALUATION (REPUBLICATION)

LIEU D'AFFECTATION
Lomé, Togo

TYPE DE CONTRAT

Trois (3) mois

CLASSIFICATION

Consultant Catégorie A

DATE DE CLÔTURE

13 Septembre 2024

DESCRIPTION

Sous la supervision générale de la Cheffe de mission de l'OIM Ghana, Togo et Bénin et la supervision directe du chargé de Programme, ils/elles seront chargé(e)s d'appuyer dans la conception, la mise en œuvre, et les résultats du projet à travers les critères du Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (CAD-OCDE).



OIM
ONU MIGRATION | TOGO

Plus d'informations : <https://tinyurl.com/v2sukp9a>

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Afrique de l'Ouest

L'USAID annonce un financement pour le secteur privé

Dans le cadre de l'initiative Prosper Africa, l'USAID cherche à soutenir le secteur privé ouest-africain à travers des subventions de co-investissement. Ceci, à travers un appel à candidatures, dont la date limite est fixée au 31 octobre 2024 et qui, vise à favoriser la croissance économique, les échanges commerciaux et l'autonomisation des jeunes et des femmes dans la région.

• Joël Yanlo

Le projet Africa Trade Investment (ATI), piloté par la mission régionale de l'USAID pour l'Afrique de l'Ouest, a pour objectif de renforcer la compétitivité du secteur privé à travers une approche de co-investissement. Ce mécanisme permettra de mobiliser des partenaires privés autour d'initiatives visant à accroître le commerce bilatéral entre les États-Unis et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que les échanges intrarégionaux. ATI cible des secteurs clés tels que l'agriculture, le textile et l'habillement, et les services d'appui comme la logistique et le financement. Le contexte économique de l'Afrique de l'Ouest, marqué par les effets de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, a ralenti la croissance économique. Néanmoins, la Banque africaine de développement prévoit une légère amélioration du PIB en 2024. Le projet ATI s'inscrit dans cette dynamique, en cherchant à lever les obstacles qui freinent la productivité et la transformation dans les secteurs agricoles et industriels. En mobilisant des ressources financières et techniques, l'USAID espère répondre aux défis liés à la compétitivité, à l'accès au financement et à la modernisation des entreprises locales.

Modèle de co-investissement

L'initiative de l'USAID arrive à un moment où l'Afrique de l'Ouest fait face à de nombreux défis structurels. Les producteurs locaux, notamment dans l'agriculture, peinent à répondre aux exigences



des marchés internationaux en termes de qualité, quantité et traçabilité. Le secteur agricole, fragmenté et peu productif, souffre d'un accès limité aux intrants clés et d'une faible adoption des technologies modernes. De plus, les industries de transformation opèrent en deçà de leurs capacités, en raison des coûts élevés de l'énergie et du manque de fonds de roulement. Le modèle de co-investissement proposé par l'USAID vise à surmonter ces obstacles en établissant des partenariats stratégiques avec des entreprises, des investisseurs et des transformateurs clés. En favorisant l'intégration des petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement, ATI entend augmenter les revenus des producteurs, tout en répondant aux normes de qualité internationales. Le projet met également l'accent sur l'inclusivité, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes, qui seront des bénéficiaires majeurs de cette initiative.

Renforcer les échanges entre les États-Unis et l'Afrique

L'Afrique de l'Ouest, malgré ses richesses agricoles, continue d'exporter principalement des matières premières, sans réelle valeur ajoutée. Des produits comme le cacao, la noix de cajou et le coton sont exportés à l'état brut, privant ainsi la région de revenus supplémentaires liés à la transformation. Les faibles investissements dans les infrastructures et l'industrie, ainsi que les défis liés à la régulation et à l'accès au financement, freinent le développement des PME locales, notamment dans les secteurs à fort potentiel comme le textile. L'initiative ATI, en partenariat avec Prosper Africa, s'inscrit dans la stratégie plus large du gouvernement américain visant à renforcer les échanges entre les États-Unis et l'Afrique. Ce projet ambitionne de stimuler l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, en facilitant l'accès au financement pour les entreprises locales

et en développant les capacités de transformation et de production dans des secteurs comme le textile et l'agro-alimentaire. Ce programme se veut une réponse aux défis structurels de la région, tout en capitalisant sur ses atouts, notamment une main-d'œuvre abondante et des ressources agricoles considérables. Avec cet appel à candidatures, l'USAID encourage les entreprises, les investisseurs et les entrepreneurs à s'engager dans un partenariat stratégique pour contribuer

au développement durable et à la prospérité partagée en Afrique de l'Ouest.

Taille et type des subventions

ATI accordera des subventions axées sur performances allant de 500 000 à 1 000 000 \$US pour établir des partenariats avec des entreprises qui atteignent les objectifs ci-dessus énoncés dans l'appel à candidatures. Des montants de subvention plus petits ou plus élevés

peuvent être envisagés et seront analysés au cas par cas, si l'activité proposée répond aux objectifs du présent appel de demandes. Les bénéficiaires doivent fournir un ratio d'effet de levier d'au moins un pour un. Par conséquent, l'effet de levier minimum proposé doit être de 500 000 \$. Néanmoins, la priorité sera accordée aux projets offrant un ratio de levier de trois pour un ou plus. L'effet de levier peut être une combinaison de liquidités, d'escomptes, de services, de contributions matérielles ou de tiers, telles que des prêts d'investisseurs en actions d'institutions financières, ou une combinaison de ces éléments. Les exemples de contributions qui peuvent être comptabilisées comprennent : les produits de base ; l'utilisation de formations, la valeur du temps donné par les consultants techniques ou les employés de l'entreprise dont le travail et l'expertise sont nécessaires à un projet ; la valeur des salaires du personnel affecté à un projet ; la technologie, les communications et les immobilisations achetées pour le projet, etc.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Transport aérien

Remise du certificat d'aérodrome à la société aéroportuaire de Lomé

La Société aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT), exploitant de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE), a officiellement reçu le 1 septembre 2024 à Lomé, son certificat d'aérodrome lors d'une cérémonie solennelle. Ce certificat, délivré par l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), atteste que la SALT dispose d'un système de gestion de la sécurité conforme aux normes en vigueur, après un audit de certification rigoureux.

● Wilson Lawson

La législation en vigueur, notamment l'article 139 du Code de l'aviation civile, stipule que tout exploitant d'aérodrome utilisé pour les vols internationaux doit obtenir ce certificat pour pouvoir exercer. Ce processus de certification, réalisé avec succès en 2014, 2017 et 2021, réaffirme cette année encore le respect des standards nationaux et internationaux par la SALT. Le secrétaire général du ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires, M. Michel Komla Tindano, représentant le Premier ministre, a souligné l'importance stratégique de ce certificat pour le Togo. « Il renforce la crédibilité de l'aéroport, attire de nouvelles compagnies aériennes et améliore l'image de la plateforme aéroportuaire. Cela nous permet également de nous conformer aux exi-



gences nationales et internationales tout en contribuant à l'atteinte des objectifs de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) », a-t-il précisé. M. Tindano a également salué l'engagement des équipes ayant œuvré à ce succès. Il a exprimé sa gratitude aux autorités aéroportuaires, tout en soulignant l'importance de cet accomplissement dans le cadre de la future certification de l'aéroport de Niamtougou. Le directeur général de l'ANAC, le Lieutenant-colonel Abdou Ahabou Idrissou, a rappelé l'importance du processus de certification pour garantir la sécurité des vols internatio-

naux. Il a affirmé que « la SALT satisfait aux prescriptions en termes d'infrastructures, de personnel qualifié et de procédures sécuritaires. » Le directeur général adjoint de la SALT, M. Michel Tchangan, a, pour sa part, réitéré l'engagement de son équipe à atteindre un niveau de certification encore plus élevé. « Nous avons atteint presque 85% de réussite, mais notre ambition est d'atteindre les 100%. Nous continuerons à travailler avec tous nos partenaires pour améliorer constamment nos performances. » Cette certification renforce la position du Togo dans le domaine aéronautique, reflétant la vision du Chef de l'État, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Champion du Marché Unique en Afrique (MUTAA), pour un secteur aéronautique moderne et performant au service du développement économique du pays.

Togo / enseignement supérieur

Les deux universités publiques à l'heure de la mobilité étudiante

Au Togo, les étudiants des universités de Lomé et de Kara bénéficient désormais d'une possibilité de mobilité entre les deux établissements dès la rentrée universitaire 2024-2025. À la fin du mois dernier, les deux institutions d'enseignement supérieur ont conclu un accord permettant aux étudiants de licence d'effectuer une partie de leur cursus dans l'une ou l'autre université.

Concrètement, les étudiants régulièrement inscrits en parcours de licence auront la possibilité de poursuivre et/ou de finaliser leurs études dans l'université partenaire. Toutefois, cette mobilité n'est accessible qu'après la validation de l'ensemble des Unités d'Enseignement (UE) des deux premiers semestres. Aussi, précisent les deux entités, « cette option ne pourra être utilisée qu'une seule fois durant le cycle de licence » et la durée de cette mobilité est fixée à deux années académiques, soit quatre semestres au total. Cette initiative, indique-t-on, devrait

offrir une plus grande flexibilité aux étudiants, tout en leur permettant de diversifier leur parcours académique. Cela devrait également leur offrir une opportunité de découvrir de nouvelles approches pédagogiques et de s'ouvrir à un environnement universitaire différent, tout en restant dans le cadre du système éducatif national. Pour assurer la réussite de ce programme de mobilité, les deux universités ont harmonisé plusieurs aspects de leurs cursus respectifs. Il s'agit notamment de l'unification des syllabus et des maquettes des formations pour garantir une cohérence pédagogique entre les deux



établissements. Par ailleurs, la mutualisation des compétences académiques

Togo-Chine

Protocole d'accord entre les secteurs privés

Portée au plus haut niveau institutionnel avec la mise en place annoncée d'un partenariat stratégique global, la coopération entre le Togo et la Chine va également se dynamiser auprès des secteurs privés.

Les chambres de commerce et d'industrie des deux pays, la CCI-Togo et la China Chamber of Commerce for Import and Export of Machinery and Electronics Products (CCCME) ont conclu la semaine dernière un protocole d'accord dans ce sens. L'entente, paraphée côté togolais par le nouveau président de l'institution consulaire, José Symenouh, a été scellée à la faveur d'une table ronde sur l'investissement organisée en marge du FOCAC, en présence de la ministre de tutelle, Manuela Santos. L'ambition pour le Togo est de susciter des partenariats durables avec le secteur privé chinois, et d'attirer

les investisseurs. Dans cette dynamique, un autre protocole d'accord a été conclu avec la China Africa Business Council (CABC), une institution regroupant plus de 3000 sociétés chinoises évoluant dans des secteurs variés : infrastructures, lo-

gistique, énergie, biotechnologie, agriculture, industrie manufacturière, entre autres. Une délégation de la CABC s'était d'ailleurs entretenue avec le Président de la République, Faure Gnassingbé lors de son séjour dans le pays.

Lycées scientifiques

100 candidats admis au concours d'entrée

Le ministère des Enseignements primaire et secondaire a dévoilé, ce lundi 9 septembre, les résultats définitifs du dernier concours de recrutement dans les lycées scientifiques de Lomé et de Kara.

Au total, 100 candidats, tous sexes confondus, ont été déclarés admis, répartis comme suit : 55 pour Kara et 45 pour Lomé. Pour y parvenir, les candidats ont d'abord été présélectionnés sur la base de leurs notes en classe et à l'examen du BEPC, avant de passer les épreuves écrites. Pour rappel, la création des lycées scientifiques vise à améliorer la formation des élèves à la pratique des sciences et à faciliter leur orientation vers les filières scientifiques. L'ambition du

gouvernement est de doter chaque région éducative

d'un lycée scientifique.

(Togo Officiel)



UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°021/2024/COM/UEMOA
(Reprise)

Date de publication de l'avis: le 16 août 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation de marchés de clientèle en vue des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
4. Le dossier d'appel d'offres est constitué de huit (08) lots :
 - **Lot 1** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Présidence de la Commission ;
 - **Lot 2** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des services administratifs et financiers (DSAF) ;
 - **Lot 3** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Marché Régional et de la Coopération (DMRC) ;
 - **Lot 4** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Développement Humain (DDH) ;
 - **Lot 5** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)
 - **Lot 6** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) ;
 - **Lot 7** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) ;
 - **Lot 8** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du développement de l'Entreprise, des Mines et de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN).

NB : Un prestataire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après exécution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres;
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
 - Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.
6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:
**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers.**
 7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
 8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01**, Burkina Faso, **au plus tard le mardi 17 septembre 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA/LOT. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables
 9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
 10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par Délégation,
le Directeur de Cabinet,


Lassana FOFANA



60 ans de la BAD

Les acteurs du secteur privé saluent l'appui de l'institution

La Banque africaine de développement doit élargir ses appuis aux femmes entrepreneures et aux jeunes innovateurs et créateurs d'entreprises afin de réduire la pauvreté et résoudre le manque d'emplois en Afrique, ont estimé de jeunes entrepreneurs africains. Ils s'exprimaient lors d'un panel sur le thème « Notre monde, notre expérience », qui a été organisé peu après le lancement des festivités du 60ème anniversaire de la Banque.

● Nicole Esso

Jean-François Yao, conseiller principal pour les partenariats institutionnels au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a salué la nouvelle orientation de la Banque qui prend désormais en compte l'urgence humanitaire dans les questions de développement. « La Banque africaine de développement fait déjà beaucoup pour le monde humanitaire et toutes les organisations qui aident à réduire la souffrance des populations et nous nous en félicitons », a déclaré M. Yao. Il a rappelé que la première action de la Banque avec le CICR, réalisée après la signature d'une lettre d'intention en 2019, avait permis de mettre en place un projet pilote d'autonomisation des femmes au Sahel. Ce projet qui a permis d'appuyer des femmes vulnérables, des veuves touchées par la crise au Sahel notamment au Tchad, au Mali et au Niger a transformé la vie de nombreuses personnes. « Une femme malienne qui vendait des beignets a reçu 200 000 FCFA. Ce qui lui a permis de développer son business, puis de fabriquer des jus de fruits et aujourd'hui, elle s'active dans la friperie. Elle a pu acheter un terrain et commencer à construire sa maison. Elle a aussi pu scolariser au moins trois de ses six enfants dans une école privée », a témoigné M. Yao.



Grâce à l'initiative AFAWA de la Banque qui appuie les femmes entrepreneures en Afrique, Christelle a bénéficié d'un financement de 40 millions de FCFA d'AFAVWA via la banque panafricaine ECOBANK. Aujourd'hui, son entreprise est florissante et elle s'apprête à ouvrir une nouvelle usine et à diversifier ses activités en investissant dans la production d'huile de palme. Pour son usine d'huile de palme, elle aura besoin de mobiliser 500 millions de FCFA et souhaite l'accompagnement de la Banque. Innovateur et développeur de solutions informatiques, Lamin Barro, PDG d'Etudesk, une start-up spécialisée dans la formation en ligne, a été un partenaire de la Banque africaine de développement. La Banque a sollicité son entreprise pour accompagner 200 jeunes innovateurs en Égypte. En Côte d'Ivoire, sa start-up accompagne plus de 800 personnes y compris des institutions publiques, des entreprises locales et panafricaines comme des filiales de multinationales dans l'innovation technologique. Saluant l'initiative Innovation and

entrepreneurship Lab de la Banque, le très promoteur jeune entrepreneur, a souligné que la Banque doit aider les jeunes Africains « à créer, à innover ». La CGECI qui regroupe plus de 4000 entreprises en Côte d'Ivoire, fournit plus de 80 % des recettes fiscales du pays. Elle a déjà bénéficié d'un appui de la Banque pour aider les entreprises à mieux se structurer et à profiter du marché commun de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La CGECI souhaite développer d'autres initiatives avec l'appui de la Banque tel que le programme des champions nationaux ou la « CGECI Academy », une initiative pour accompagner les jeunes pousses. Alors que le président de la Banque, Akinwumi Adesina, venait de livrer un vibrant discours pour lancer les festivités du 60e anniversaire de l'institution, M. Anghui lui a demandé de trouver du temps pour venir livrer ce genre de message inspirant, aux capitaines d'entreprises de Côte d'Ivoire afin de les encourager à devenir de vrais champions pour l'Afrique.

Audiovisuel

L'Union africaine de Radiodiffusion accueille de nouveaux membres

L'Union africaine de Radiodiffusion tient jusqu'au 5 septembre, sa 15e Assemblée générale au Botswana. L'une des premières grandes annonces de l'évènement a été l'ajout officiel de nouvelles organisations à ses membres.

L'Union africaine de Radiodiffusion a officiellement accepté de nouveaux membres. Lors de la première journée de sa 15e Assemblée générale qui se déroule du 3 au 5 septembre au Botswana, l'organisation a officiellement remis des certificats d'adhésion à Muslim Television Ahmediyya (MTA Africa), China Media Group (Voice of China), Russia Today, Sputnik et Voice of America (VOA). En tant que membres de l'UAR, ces organisations médiatiques auront la possibilité de partager leurs contenus sur divers sujets d'intérêt en Afrique avec les radiodiffuseurs publics du continent, et de participer



aux programmes de formation. L'entrée de l'américain VOA, des russes Sputnik et Russia Today, et de China Media Group montre que les 3 pays d'origine de ces organisations comprennent l'importance de pouvoir partager du contenu avec les radiodiffuseurs africains. La Chine par exemple utilise

beaucoup les médias pour faire connaître son point de vue en Afrique et garder un certain contrôle du narratif autour de sa coopération avec le continent. Sputnik et Russia Today pourront de leur côté tenter de faire entendre les positions russes sur le continent.

Avec Agence Ecofin

Métro de Lagos

La Chine s'engage à co-financer la Green Line

La signature de l'accord de financement du 3e tronçon du métro de Lagos avec la Chine intervient peu après l'appel lancé par la municipalité qui espère également mobiliser des bailleurs de fonds autour de la Purple Line, le 4e tronçon.

Le gouvernement de l'État de Lagos a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec le ministère nigérian des Finances et la China Harbour Engineering Company (CHEC) pour construire et exploiter la Green Line, 3e tronçon du métro léger de la ville. Selon le gouverneur de Lagos, « La Green Line s'étendra sur 68 km pour relier la zone franche de Lekki à Marina en se connectant à la Blue Line. Elle transformera notre paysage de transport en reliant des zones clés comme l'île Victoria, Ajah, etc. Elle devrait transporter plus de 500 000 passagers par jour à son lancement, et atteindre plus de 1 million à mesure que la demande augmentera ». La nouvelle ligne complètera la Blue Line déjà opérationnelle et la Red Line actuellement en phase d'essais



techniques avec voyageurs. Ces infrastructures sont développées dans le cadre du Lagos Rail Mass Transit (LMRT), un plan directeur qui vise à augmenter et diversifier les options de transport public dans la ville. Les 2 premiers tronçons cumulent près de 750 000 voyageurs par jour de capacité, soit 250 000 voyageurs pour la Blue Line et 500 000 pour la Red Line. D'après les statistiques dévoilées cette semaine par

la Lagos Metropolitan Area Transport Authority (LAMATA), l'autorité en charge des transports urbains dans la métropole nigérienne, la ligne bleue entrée en service le 4 septembre 2023 a assuré le transport de près de 2 millions de voyageurs après un an d'exploitation, faisant passer le temps de trajet quotidien entre Marina et Mile 2 de 30 à 18 minutes.

Avec Agence Ecofin

Ghana

Nokia va construire un nouveau réseau central d'hébergement neutre

Nokia a annoncé qu'il renforçait encore son partenariat avec Next-Gen InfraCo (NGIC) en construisant un réseau central mobile 5G au Ghana.

● Nicole Esso

Il s'agit d'une extension de l'accord existant dans lequel Nokia est un partenaire technologique stratégique qui construira le premier réseau 5G du Ghana. En tant que réseau hôte neutre partagé, NGIC utilisera le réseau 5G pour offrir des services de gros aux fournisseurs de services mobiles du pays, qui pourront fournir des services 5G à leurs abonnés – pour des vitesses de données plus rapides et une fiabilité et une capacité de réseau renforcées. Le cœur 5G non autonome (NSA) fournira la sécurité, la résilience et la fiabilité nécessaires pour fournir des services 5G dans le pays. Cet accord comprend le Cloud Mobility Manager (CMM) et le Cloud Mobile Gateway (CMG) de Nokia, en plus des stations de base AirScale 4G et 5G Radio Access Network (RAN) annoncées précédemment, et sera entièrement géré par le système de gestion de réseau MantaRay de Nokia. En outre, Nokia fournira sa suite de services de bout en bout pour l'ensemble de l'accord, faisant de Nokia un partenaire réseau de bout en bout de NGIC. Harikirit Singh, directeur



exécutif de NGIC Ghana, a déclaré : « Nous avons choisi Nokia parce qu'il s'agit d'un partenaire de confiance et éprouvé en Afrique, capable de concrétiser nos ambitions d'introduire des services 5G au Ghana. » « NGIC étant un fournisseur de réseau de gros pour les opérateurs mobiles au Ghana, la solution 5G RAN et Core de Nokia est un élément clé de l'évolution de notre réseau car elle intègre la flexibilité, l'évolutivité, la résilience et la sécurité dont nous avons besoin en tant que seul réseau 5G du pays. Cela nous permettra de nous intégrer de manière plus transparente aux réseaux de nos clients pour fournir des services 5G aux personnes et aux entreprises du Ghana. » Le réseau 5G en accès libre et basé sur le cloud de Nokia et NGIC offrira aux opérateurs mobiles du Ghana un réseau partagé, sécurisé, res-

pectueux de l'environnement et à haut débit qui permettra l'expansion rapide des services 5G avec des dépenses d'investissement réduites. À l'avenir, le réseau permettra de nouvelles fonctionnalités, comme le haut débit mobile amélioré, la communication massive de type machine et la communication à faible latence ultra-fiable. NGIC prévoit de lancer son réseau 4G et 5G en tant que service (NaaS) en gros d'ici 2024. De plus, pour maintenir le réseau partagé à la pointe de la technologie, Nokia et NGIC construiront un centre d'excellence 4G/5G phare au Ghana qui servira de banc d'essai pour les nouvelles technologies et cas d'utilisation, et démontrera également les capacités de Nokia en matière de partage de réseau, de Cloud RAN et d'Open RAN.

mercredi 11 septembre 2024

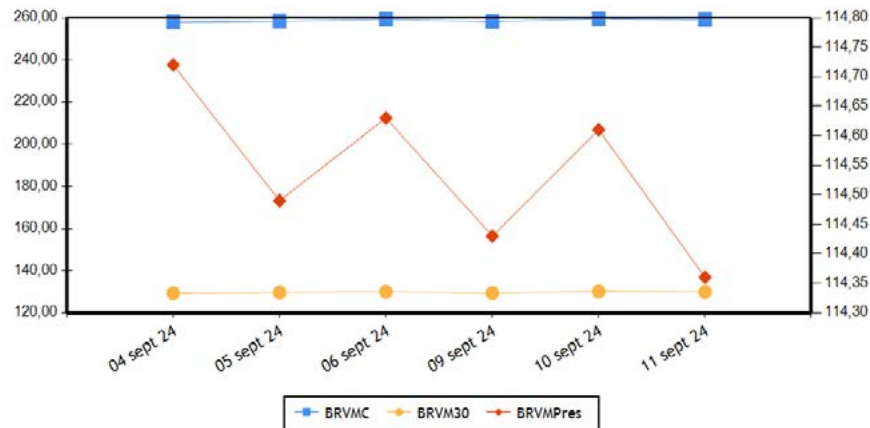
N° 173

BRVM COMPOSITE	259,07
Variation Jour	-0,18 % ↓
Variation annuelle	20,98 % ↑

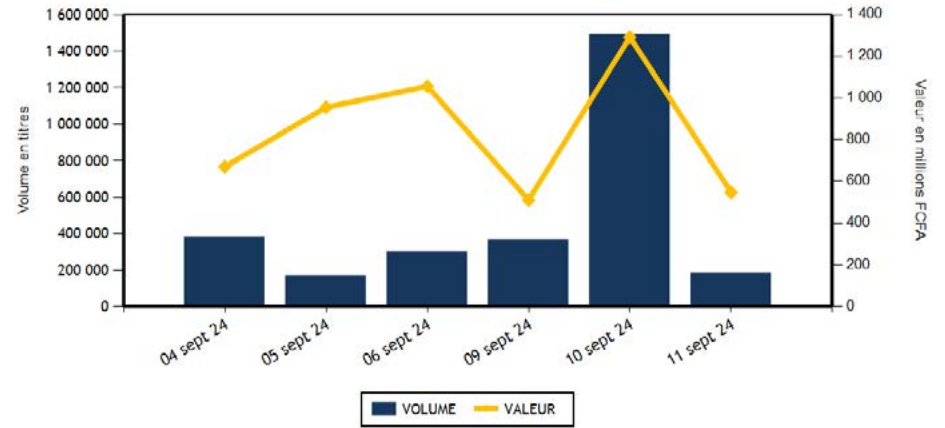
BRVM 30	129,92
Variation Jour	-0,18 % ↓
Variation annuelle	20,46 % ↑

BRVM PRESTIGE	114,36
Variation Jour	-0,22 % ↓
Variation annuelle	12,70 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 662 978 469 672	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	184 352	-86,71 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	538 726 466	-13,69 %
Nombre de titres transigés	43	10,26 %
Nombre de titres en hausse	11	-42,11 %
Nombre de titres en baisse	17	70,00 %
Nombre de titres inchangés	15	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	885	7,27 %	-31,66 %
SICABLE CI (CABC)	1 035	6,15 %	-6,76 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	535	5,94 %	12,63 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 800	2,56 %	22,03 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 895	1,98 %	-23,03 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	114,36	-0,22 %	12,70 %	25 504	186 271 035	8,49
BRVM-PRINCIPAL	36	126,16	-0,25 %	21,35 %	155 204	345 111 756	12,15

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	108,66	0,15 %	7,55 %	27 486	30 256 005	17,18
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	700,85	0,48 %	31,87 %	21 870	151 875 365	10,12
BRVM - FINANCES	15	98,10	-1,04 %	13,52 %	101 739	278 232 111	5,70
BRVM - TRANSPORT	2	328,58	-3,50 %	-0,72 %	9 621	12 631 045	4,26
BRVM - AGRICULTURE	5	168,20	-1,83 %	4,11 %	8 699	37 259 000	11,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	360,61	-0,51 %	9,87 %	11 006	20 922 665	52,66
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	-22,22 %	287	206 600	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,26
Taux de rendement moyen du marché	8,08
Taux de rentabilité moyen du marché	9,22
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	153
Volume moyen annuel par séance	394 414,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 117 545 333,75

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	5,36
Ratio moyen de satisfaction	21,57
Ratio moyen de tendance	402,25
Ratio moyen de couverture	24,86
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,99
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma

Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01

Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85

Fax : +225 20 32 66 84

E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



États-Unis

L'inflation a ralenti plus qu'attendu en août

L'inflation a ralenti en août aux États-Unis, s'élevant à +2,5% sur un an. Soit un niveau même légèrement inférieur aux prévisions des analystes. Une évolution très attendue par la Fed et qui devrait finir de la convaincre de baisser ses taux.

La pression se desserre encore un peu plus sur le pouvoir d'achat des ménages américains. La hausse des prix à la consommation est tombée à +2,5% sur un an en août, contre +2,9% en juillet, selon l'indice CPI publié ce mercredi par le département du Travail. C'est son plus bas niveau depuis février 2021. Il s'avère même en dessous de celui des analystes, le consensus de Market Watch tablant sur +2,6%. Sur un mois, les prix ont augmenté de +0,2%, comme le mois précédent, un niveau conforme à ce qui était attendu. « Nous tournons la page de l'inflation », a réagi dans la foulée de cette annonce la principale conseillère économique de la Maison Blanche, Lael Brainard, dans un communiqué. Dans le détail, « les indices (de prix) qui ont augmenté en août comprennent le logement, les tarifs aériens, les véhicules à moteur, l'assurance, l'éducation et l'habillement », indique le département du Travail. À l'inverse, ceux « des voitures d'occasion, des articles d'ameublement, des soins médicaux, des communications et loisirs » ont diminué. Les seuls



prix de l'énergie ont chuté de 4% par rapport à août 2023. En excluant les prix de l'énergie et de l'alimentation, par nature plus volatils, l'inflation dite sous-jacente a toutefois été de +3,2% sur un an, là encore conforme aux attentes et identique au mois précédent. Sur un mois, elle a cependant rebondi (+0,3% contre +0,2% en juillet).

Un argument de plus pour la Fed

Cette baisse est de bon augure pour la Banque centrale américaine (Fed) - même si celle-ci privilégie un autre indicateur pour trancher, l'indice PCE -, qui se prépare à abaisser ses taux la semaine prochaine. Ce serait alors une première depuis 2020. Pour rappel, depuis que les prix ont commencé à flamber en 2021, la Fed a cherché à les ralentir pour ramener le

taux d'inflation à 2%, niveau considéré comme sain pour l'économie. Pour cela, elle a relevé ses taux afin de ralentir l'activité économique et ainsi desserrer la pression sur les prix. Si bien que les taux outre-Atlantique se trouvent actuellement - et depuis un an - à leur plus haut niveau en 20 ans, dans la fourchette de 5,25 à 5,50%. « Je pense qu'il est important d'entamer le processus de réduction des taux lors de notre prochaine réunion », les 17 et 18 septembre, a estimé la semaine dernière Christopher Waller, l'un des gouverneurs de l'institution de politique monétaire. Et de prévenir : « Je ne pense pas que cette première baisse sera la dernière ». Selon lui, il est « probable qu'une série de baisses sera appropriée », bien que le rythme soit « difficile (à déterminer) ».

(Avec AFP)

Santé

Les fabricants de médicaments génériques donnent leurs pistes d'économies

En réponse à la quête d'économies tous azimuts dans laquelle est lancée le gouvernement, l'association des industriels du médicament générique et biosimilaire (Gemme) a appelé ce mercredi à recourir davantage aux médicaments génériques, biosimilaires et hybrides moins chers à rembourser. A la clé : 1,5 milliard d'euros d'économies.

Les industriels se penchent aussi sur les dépenses de l'Assurance maladie. Ce mercredi, l'association des industriels du médicament générique et biosimilaire (Gemme) a appelé à recourir davantage à ces spécialités moins chères, qui constituent, selon elle, un gisement d'économies pour le système de santé. Le Gemme rappelle que « le recours accru aux médicaments génériques, biosimilaires et hybrides offre l'opportunité de réaliser des économies par les volumes en raison de prix fixés nettement en dessous de ceux des spécialités de référence ». Les génériques sont des copies de médicaments originaux dont le brevet a expiré. Les biosimilaires sont des versions proches, mais non identiques de médicaments biologiques, comme l'insu-



line ou des vaccins, qui sont fabriqués à partir de cellules ou d'organismes vivants. Le médicament hybride contient le même principe actif que son médicament de référence mais il n'est pas considéré comme un générique parce qu'il présente des différences comme une nouvelle forme pharmaceutique, un nouveau dosage ou une nouvelle voie d'administration.

1,5 milliard d'euros d'économies

« Le potentiel d'économies pourrait atteindre 1,5 milliard d'euros », évalue

le Gemme dans son communiqué. « Ces économies seraient réinvesties dans le système de santé », poursuit-il dans un communiqué. En France, le générique représente 42% du marché pharmaceutique en volume (hors paracétamol), contre 80% dans d'autres pays européens, souligne le syndicat. « Augmenter de 10 points le poids des génériques dans le marché » représenterait, selon l'organisation, une réduction potentielle de coûts à hauteur de 1,3 milliard d'euros. Renforcer la substitution des biosimilaires et des médicaments hybrides, une politique qui permet de remplacer un médicament par un autre, pourrait engendrer environ 280 millions d'économies potentielles, calcule le Gemme.

(Avec AFP)

Aéronautique

Boeing sort le chéquier et augmente de 25% les salaires

Le constructeur aéronautique américain a annoncé dimanche avoir conclu un accord de principe avec un syndicat représentant plus de 32.000 salariés dans la région de Seattle et de Portland. Il pourrait lui permettre de désamorcer un appel à une grève d'ampleur prévue le 13 septembre.

Le bras de fer est terminé. La direction de Boeing et les responsables syndicaux ont conclu un accord de principe dimanche, afin d'éviter une grève prévue le 13 septembre dans la région de Seattle. L'accord, qui doit encore être ratifié par les salariés, prévoit une hausse des salaires de 25% sur la durée de la nouvelle convention collective, selon Boeing et le syndicat International Association of Machinists and Aerospace Workers (IAM) District 751, qui représente plus de 30.000 employés de l'avionneur américain dans cette région. Autres dispositions clés du texte : une réduction du coût des soins de santé pour les salariés, une baisse des heures supplémentaires obligatoires, 12 semaines de congé parental rémunéré et l'engagement de construire le prochain avion de Boeing dans la région de Puget Sound si le contrat est ratifié cette semaine, selon un document de Boeing.

Première victoire pour Kelly Ortberg

Surtout, cet accord préliminaire survient quelques semaines après l'arrivée du nouveau patron Kelly Ortberg. Il apparaît ainsi comme une première victoire pour ce dernier, qui a la tâche de



redresser l'emblématique avionneur dont la réputation a été entachée, notamment par des problèmes de sécurité aérienne. Alors que Kelly Ortberg avait promis de « réinitialiser » les relations avec le syndicat, IAM-District 751 avait jugé vendredi que les deux parties étaient « très éloignées ». Dans un message adressé à ses membres, le président du syndicat, Jon Holden, a déclaré que « la force, la solidarité et l'unité » du syndicat avaient permis d'obtenir « le meilleur contrat que nous ayons jamais eu ». Jon Holden a intimé à ses membres d'examiner avec attention la proposition. « Nous sommes prêts à nous battre si nécessaire, mais nous pensons que cette proposition bénéficiera à tous nos membres et à notre avenir », a-t-il indiqué dans un message. « Ce vote est maintenant entre vos mains, comme il se doit », a-t-il ajouté.

Des tractations depuis plusieurs mois

Les tensions entre le syndicat et la direction de Boeing ne sont pas nouvelles. Dave Calhoun, patron de Boeing, avait déjà assuré le 16 juin devant une commission d'enquête du Sénat que les syndiqués de l'IAM obtiendraient « à coup sûr, une augmentation ». Sans autre détail. Concernant la sécurité de l'emploi, autre axe majeur des tractations, le syndicat n'en démordait pas : le prochain avion - annoncé pour 2035 - doit absolument être fabriqué dans la région. « C'est une garantie d'emploi pour les cinquante prochaines années », selon Jon Holden. Une demande acceptée dimanche par l'avionneur. Ces échanges intenses se sont succédé dans un contexte difficile pour Boeing. Depuis de longs mois, le géant cumule en effet les problèmes de production et de qualité sur ses trois avions commerciaux actuellement commercialisés (737, 787 et 777), qui ont entraîné moult enquêtes.

(Avec agences)

Autorisation du glyphosate

Des ONG françaises saisissent la justice européenne

Des associations françaises ont saisi la justice européenne contre la décision de la Commission de reconduire jusqu'en 2033 l'autorisation du glyphosate au sein de l'UE. Elles dénoncent une « non-application du principe de précaution » concernant l'usage de cet herbicide controversé.

Les ONG environnementales ne lâchent pas l'affaire sur le dossier du glyphosate, substance active de plusieurs herbicides - dont le Roundup de Monsanto, marque du groupe Bayer. Dix mois après le renouvellement de son autorisation pour dix ans, accordée en novembre 2023 par la Commission européenne, les associations Agir pour l'Environnement, le Criigen (Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique) et le collectif des maires anti-pesticides réclament l'annulation de cette décision, a indiqué vendredi à l'AFP leur avocate, Corinne Lepage. « Il y a une non-application du principe de précaution », dénonce Me Lepage. La France a d'ailleurs



retiré le Roundup Pro 360 du marché en 2019. Une décision sur laquelle s'appuient les associations. « Si c'est interdit dans un pays européen, comment voulez-vous monter un dossier scientifique en disant qu'il n'y a pas de problème ? », s'indigne l'avocate. La réponse de la Commission est attendue d'ici la mi-octobre avant une audience espérée en 2025, a ajouté Me Lepage.

Les ONG vent debout depuis près d'un an

Pour rappel, la décision de renouveler l'autorisation du glyphosate avait été prise par Bruxelles faute de majorité lors d'un vote des États membres. L'exécutif européen mettait aussi en avant le rapport d'un régulateur européen - l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) - qui estimait que le niveau de risque ne justifiait pas d'interdire la substance. Il n'en fallait pas plus pour déclencher la colère des ONG environnementales.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Cet aspect de Vénus laisse augurer une période relativement protégée pour vos finances. Qu'il s'agisse d'une quelconque prime inattendue ou de placements qui commencent à vous rapporter, vous pourrez compter sur des surprises agréables.

Taureau Vie matérielle protégée et sans problème particulier. Vous serez favorisé dans vos transactions diverses, vos spéculations boursières et vos initiatives immobilières. Seuls les natifs du deuxième décan devront se montrer plus circonspects et avisés dans leurs placements et tout effectuer dans la parfaite légalité ; ils devront se méfier des beaux parleurs, des démarcheurs au bagou irrésistible, et aussi éviter de signer contrats ou engagements à long terme.

Gémeaux Vous serez en mesure de réaliser d'excellentes transactions financières. Vous pourrez même consolider votre situation matérielle en envisageant des placements à long terme. Compte tenu des aspects assez exceptionnels de la planète Pluton, cette journée semble s'y prêter particulièrement bien.

Cancer Vous ne devriez pas avoir de difficultés pécuniaires particulières en ce moment. Ne comptez cependant pas sur une augmentation surprise de vos revenus. Si vous envisagez une transaction importante, vérifiez bien toutes les données du problème ; il est possible qu'un détail bloque momentanément cette opération.

Lion Faites preuve d'une extrême prudence aujourd'hui pour ne pas vous laisser gruger. Méfiez-vous particulièrement des gens bien habillés et bien polis qui se présenteront chez vous en se réclamant d'une religion ou d'une congrégation quelconque.

Vierge Mars en aspect dysharmonique perturbera votre jugement. Aussi, évitez d'effectuer des transactions financières aujourd'hui. Une affaire litigieuse reviendra à l'ordre du jour et vous mettra dans l'embarras.

Balance Vous voudrez satisfaire un de vos caprices, et la Lune en cet aspect risque de vous entraîner dans des dépenses impulsives, dépenses que vous seriez amené à regretter par la suite. Revenez vite à la réalité.

Scorpion Efforcez-vous de gérer votre situation matérielle avec le maximum de rigueur. Vérifiez que vous avez bien réglé toutes vos traites et vos impôts. La moindre erreur aurait de graves conséquences.

Sagittaire Si vous devez effectuer d'importantes transactions financières ou régler des problèmes litigieux, vous serez favorisé par Pluton. Mais ce ne sera pas une raison pour commettre des imprudences.

Capricorne Avec Neptune, planète de chance, en cet aspect, vous pouvez vous attendre à bénéficier d'une solide protection dans le domaine financier. Faites confiance à votre bonne étoile, elle ne va pas vous lâcher. Au point que vos revenus pourraient même augmenter sans que vous ayez fait le moindre effort pour cela !

Verseau Vous estimez que rien ne vaut l'exemple, et c'est pourquoi vous vous imposerez un strict programme d'économies, en priant vos proches de vous imiter. Progressivement, votre fermeté portera ses beaux fruits.

Poisson Vous n'hésitez pas à prendre des risques financiers, dans l'espoir de développer plus rapidement votre situation. Cela devrait réussir, grâce aux influx toniques de Jupiter. Mais évitez de faire part de vos intentions à des personnes autres que vos conseillers ; "n'étales pas tes entrailles pour que les corbeaux s'en repaissent" (proverbe thaïlandais).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU
Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Yoto / RSE

WACEM indemnise les propriétaires terriens de son site d'exploitation

La société minière West African Cement (WACEM) a organisé une opération d'indemnisation des propriétaires terriens de son site d'exploitation de calcaire, le mardi 10 septembre à Tabligbo.

Le dédommagement concerne onze collectivités des cantons de Kini Kondji et de Tabligbo dans la commune Yoto I dont les terrains sont loués pour les cinq prochaines années dans le cadre de l'extraction du calcaire servant à produire du clinker utilisé pour la fabrication du ciment. La parcelle louée a une superficie de près de 0,88 ha et son coût est estimé à 7.000.000 Fcfa, y compris les arbres et les cultures se trouvant sur le domaine. A l'issue de l'exploitation, Wacem aura à remblayer les terrains et les rétrocéder aux propriétaires pour leurs activités culturelles. Ce geste concrétise la stratégie de compensation mise en place par la société Wacem visant à dédommager les propriétaires terriens. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi



Séлом, du chef de la carrière de Wacem, Vino Saraswat, du président du conseil des chefs traditionnels de Yoto, Togbui Akpodo Toklokpá III, des mandataires, des témoins et des bénéficiaires. Le secrétaire général de la préfecture de Yoto a souligné que cette initiative vise à maintenir un climat de paix et de cohésion sociale entre la société Wacem et les propriétaires terriens. Il a félicité toutes les parties prenantes qui ont œuvré à la réussite de cette opération et a demandé aux bénéficiaires de bien gérer les fonds mis à leur dis-

position. Le président de l'association des propriétaires terriens de Wacem, Amouzou Messan Maurice a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise. Il a exprimé sa gratitude au gouvernement qui a permis que cette rencontre puisse tenir. Les aspects techniques de cette opération sont assurés par une équipe composée des représentants de Wacem, des propriétaires terriens, des représentants des ministères en charge de l'Industrie et de l'Environnement. Avec ATOP/SAK/GKM/TD

Education

Formation des enseignants de Vo - Sud à Vogan

Un atelier de formation des directeurs et enseignants du préscolaire et du primaire s'est ouvert, le mardi 10 septembre à Vogan, dans la commune Vo 1.



Organisée par l'inspection des enseignements préscolaire et primaire de Vo-Sud en collaboration avec la direction régionale de l'éducation de la Maritime, la formation vise à préparer les différents acteurs pour une bonne pratique de classe. Il s'agit également de faire respecter la déontologie de l'enseignement, de rappeler aux acteurs leurs tâches face aux apprenants pour assurer une éducation de qualité aux apprenants. Durant une semaine, deux cents soixante-quinze

enseignants des établissements préscolaire et primaire de Vo-Sud, répartis en 22 périmètres pédagogiques partageront les instructions du ministère et seront outillés à travers des séquences portant sur les missions d'un chef d'établissement, l'éthique et la déontologie du métier d'enseignant, la préparation des leçons et l'animation du groupe classe, l'évaluation des apprentissages et l'organisation et le fonctionnement des périmètres pédagogiques. Le chef d'inspection de Vo-Sud, Anani Mensah a

salué les efforts du gouvernement pour assurer une bonne rentrée scolaire à tout le système éducatif. Il a invité les enseignants à la discipline, à la conscience professionnelle, à la ponctualité au cours, au travail bien fait. Il les a exhortés à évaluer les élèves, à mettre en pratique les instructions données afin que les résultats scolaires de l'année scolaire 2024-2025 soient améliorés et à mettre en œuvre les théories à travers la pratique. Avec ATOP/AKS/GKM

Litige financier

L'avocate de Kylian Mbappé met la pression sur le PSG

Une fin d'été mouvementée pour le PSG ! Tandis que le club de la capitale est en passe d'entamer son parcours en Ligue des Champions, avec avant cela un duel en Ligue 1 contre Brest, le champion de France en titre doit négocier en parallèle le litige financier l'opposant à Kylian Mbappé.

À ce titre, la commission juridique de la Ligue de football professionnelle (LFP), réunie ce mercredi matin, a formulé une proposition de médiation afin d'éviter toutes démarches juridiques. Néanmoins, le capitaine de l'équipe de France, qui ne souhaite faire aucun cadeau à son ancien club, a annoncé rejeter la médiation proposée par la LFP dans un communiqué adressé à l'AFP. Dans la foulée, l'avocate du Bondynois s'est montrée claire sur les intentions de son client et a envoyé un message fort au PSG. «Mon



client souhaite simplement à ce stade que son travail soit payé, comme cela doit être le cas pour tout autre joueur dans sa situation, et pour tout salarié ayant terminé son CDD», a déclaré Delphine Verheyden dans les colonnes du Monde avant de

poursuivre : «On a un salaire en CDD qui va jusqu'au terme de son contrat, à qui l'employeur dit : 'tu pars ailleurs, je ne te paie pas pour le travail que tu as réalisé'. Le droit du travail doit s'appliquer.» Avec footmercato.net

Real Madrid

Enzo Alves Vieira, fils de Marcelo, choque tout le monde

Le fils de l'ancien latéral gauche du Real Madrid continue son petit bonhomme de chemin dans les équipes de jeunes merengues.

Depuis des années déjà, Enzo Alves Vieira, qui n'a même pas fêté ses 15 ans encore, est considéré comme un des joueurs les plus prometteurs de La Fabrica du Real Madrid. Et sa cote n'est pas excellente qu'à Madrid, puisqu'il est déjà régulièrement appelé dans les sélections de jeunes de l'Espagne. Le fils aîné de Marcelo vient d'ailleurs d'être appelé en sélection U16, étant donc clairement surclassé, lui qui évoluait déjà avec les U15 depuis ses 13 ans. Numéro 9 létal dans la surface rivale, il excelle au niveau du placement et de la lecture du jeu dans les derniers mètres, où son physique assez développé lui permet de prendre l'avantage facilement sur les défenseurs rivaux. Le tout, avec une qualité technique



exceptionnelle, sûrement héritée de son père. Il a déjà largement dépassé la barre des 100 buts avec les équipes de jeunes madrilènes où il est arrivé en 2019, et comme l'indique Relevo, il vient aussi d'être surclassé au sein de la Casa Blanca.

Du jamais vu à Madrid

Les dirigeants de la formation madrilène ont d'ailleurs pris une décision radicale :

il va désormais jouer avec les Juvenil B, soit l'équipe B des U19 qui est généralement composée de joueurs nés en 2007. Du haut de ses 14 ans seulement ! L'attaquant va donc sauter deux catégories d'âge ; ce qui est extrêmement rare à Madrid et qui témoigne de sa précocité et de son talent. Il faut dire que l'an dernier, malgré quelques pépins physiques, il a terminé la saison avec 24 buts en 18 matchs, et la saison d'avant, il avait terminé avec 40 réalisations et 10 passes décisives au compteur en seulement 20 rencontres. Déjà sous contrat professionnel, le Real Madrid l'a récemment blindé jusqu'en 2028, conscient que c'est un joueur qui a le potentiel pour atteindre l'équipe première un jour. Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou - Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

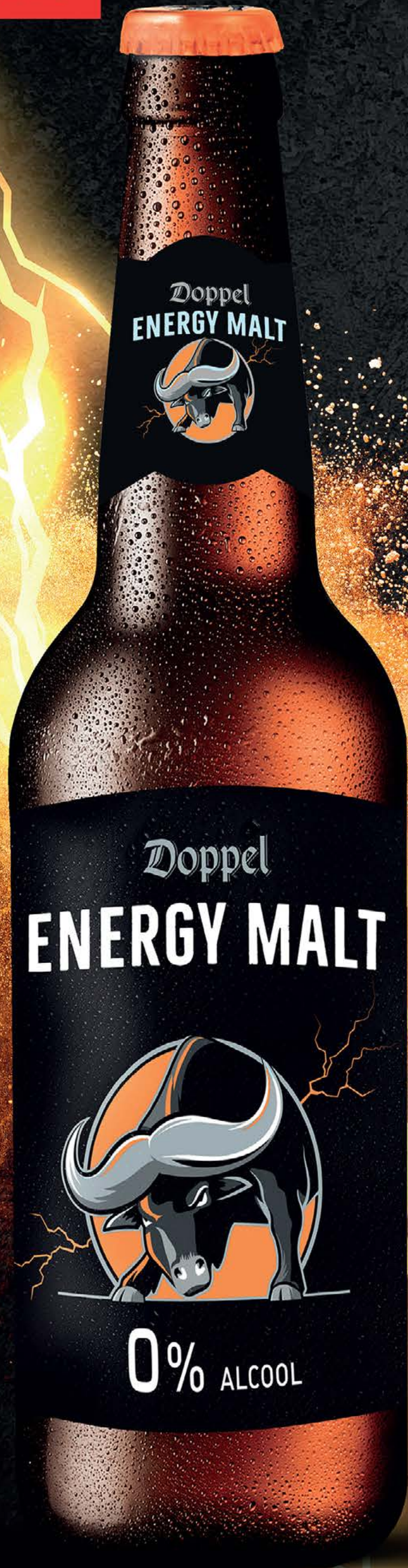
Le Togo en chiffres

Table with 2 columns: Indicateur and Valeur. It contains various economic indicators for Togo, such as 'Produits dédouanés' and 'Produits de base', with values in millions of USD.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT



0% ALCOOL
100% ENDURANCE

500
FCFA*

BOUTEILLE

33_{CL}

*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bblobe.com

